

## Fonds pour le désarmement

Tous les projets suivants ont bénéficié de subventions ou de contributions du Fonds pour le désarmement.

Vous cherchez des conférenciers ou des animateurs d'ateliers? L'ouvrage intitulé *Les femmes s'en mêlent: répertoire des femmes spécialisées dans les questions internationales au Canada* vous donne les noms, les adresses et les compétences de 250 femmes spécialisées dans les questions de désarmement, de développement et d'environnement. Ce répertoire a été élaboré par le Conseil canadien pour la coopération internationale, et l'on peut se le procurer auprès de l'Institut canadien de recherches sur les femmes (ICRF), 151, rue Slater, suite 408, Ottawa (Ontario) K1P 5H3, au prix de 15 \$ l'unité.

À la fin de juin, des décideurs, des universitaires et des observateurs avertis ont passé trois jours à discuter de la limitation des armements navals et de la sécurité maritime lors d'une conférence parrainée par le *Centre for Foreign Policy Studies* de l'Université Dalhousie à Halifax. Cette conférence était la deuxième d'une série de trois traitant de questions de sécurité maritime intéressant la politique canadienne. La troisième, qui analysera "Les intérêts maritimes, les conflits et le droit de la mer", aura lieu en juin 1991. Pour de plus amples informations, adressez-vous au *Centre*, Université Dalhousie, Halifax (Nouvelle-Écosse) B3H 4H6.

*Guerre, paix et désarmement - Bibliographie thématique en langue française* et *Regards sur la guerre et la paix - Filmographie critique en langue française*, deux ouvrages d'Annie Bourret et d'Érik Poole du Groupe de recherche sur la paix de l'Université Laval, présentent en détail un répertoire de documents et de films en langue française sur la guerre, la paix et le désarmement. Pour commander ces deux ouvrages, écrivez aux Presses de l'Université Laval, avenue de la Médecine, Cité universitaire, Sainte-Foy (Québec) G1K 7P4.

## Le Canada et la région de l'Asie et du Pacifique dans les années 1990

Voici des extraits de l'allocution prononcée par le très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, au cours d'un déjeuner-causerie organisé par la chambre de commerce de Victoria, Colombie britannique, le 17 juillet.

[C]e qui se passe en Europe se traduit en Asie par une réduction des tensions entre les superpuissances et par une diminution de la participation des superpuissances. Mais cette réduction des tensions est loin d'être totale et elle n'a pas permis d'éliminer des conflits qui ont toujours été — ou sont devenus — de nature locale. Certaines préoccupations relatives à la sécurité en Asie n'ont pas été apaisées et, si on ne s'en occupe pas, elles peuvent menacer la paix régionale, voire la paix mondiale.

À cet égard, des différences remarquables ont caractérisé la structure de la sécurité dans la région du Pacifique et celle qui touche à l'Amérique du Nord, à l'URSS et à l'Europe. Pendant la guerre froide, un réseau d'alliances militaires et d'organismes de coopération économique ont permis de coordonner le comportement des États et de limiter les conflits. Maintenant que nous entrons dans l'après-guerre froide, un nouvel ensemble d'institutions est en train de voir le jour, sous forme d'alliances transformées, d'une Communauté européenne élargie et unifiée et d'un processus institutionnalisé de CSCE.

Il n'existe pas d'organismes asiatiques équivalents. Il n'y a pas d'OTAN, pas de Pacte de Varsovie, pas de CSCE. Il n'y a pas d'organismes régionaux où les dirigeants et les représentants peuvent se rencontrer régulièrement pour échanger leurs points de vue et bâtir de nouvelles ententes. La seule exception est l'ANASE, un organisme régional que le Canada estime. Mais l'ANASE ne peut combler qu'une partie du vide que nous constatons, en raison du nombre limité de ses membres.

Selon nous, cette différence ne constitue pas uniquement une distinction entre les régions. Elle dénote une lacune. S'il y a une leçon à tirer des récentes décennies, c'est que la prospérité économique ne peut durer longtemps sans une structure propice aux relations institutionnelles et sans sécurité stable, au même titre que la sécurité est menacée en l'absence de force économique et de justice sociale.

Cette sécurité, cette prospérité, cette justice auront plus de chances de s'instaurer dans des pays qui se parlent entre eux, qui travaillent ensemble. Peu importe l'enjeu, tout processus menant à la paix commence par un échange. Un échange où l'on ne convient pas nécessairement que son interlocuteur a raison, simplement qu'il a un point de vue légitime. Un échange où l'on accepte le fait que, la plupart du temps, il ne peut y avoir que des gagnants — ou que des perdants.

Ce genre de dialogue et de mécanismes de collaboration font cruellement défaut en Asie de nos jours. Il faut un dialogue entre l'Inde et le Pakistan. Il le faut entre les quatre factions cambodgiennes. Il le faut entre les deux Corées. Il le faut entre le Vietnam et la Chine. Il le faut entre le Japon et l'Union soviétique. Il le faut entre tous les pays de la région.

Le moment est venu de mettre sur pied dans le Pacifique des mécanismes de dialogue à la hauteur de la maturité et de la prospérité de ces sociétés et de ces économies. Le Canada estime que ce dialogue pourrait s'amorcer entre les pays qui bordent le Pacifique Nord, soit les États-Unis et l'Union soviétique, les deux Corées, le Japon, la Chine et le Canada. Au départ, il ne serait pas nécessaire qu'un tel dialogue nouveau sur la sécurité comporte un ordre du jour fixe ou exige que l'on discute de sujets précis. Il faudrait en priorité créer l'habitude de discuter ouvertement et en toute liberté. Ce processus ferait ressortir les questions sur lesquelles les pays du Pacifique Nord pourraient progresser ensemble.

Un dialogue sur la coopération en matière de sécurité dans le Pacifique Nord devrait exister depuis bien longtemps. Les problèmes de sécurité constituent une menace singulière à la poursuite de la croissance économique. Ils sont une cause importante des mouvements de réfugiés et pourraient facilement faire dérailler les réformes démocratiques dans l'ensemble de l'Asie. Des problèmes de sécurité persistants perpétuent la méfiance, alimentent les courses aux armements, font naître des programmes nucléaires douteux et provoquent une hémorragie massive de ressources. L'absence de structure pour régler ces problèmes s'oppose diamétralement à l'activité économique intense dans la région et en menace directement l'avenir.

Nous pourrions envisager une adaptation dans le Pacifique de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et peut-être examiner d'abord les mesures de